

LE NAUFRAGE DE LA YOUGOSLAVIE

La descente aux enfers : un processus de désintégration annoncée

On sait maintenant que la CIA avait dès 1988 préparé un plan de morcellement de la Yougoslavie, considérée comme une zone-tampon entre Ouest et Est et en même temps une puissance régionale trop importante dans le processus d'expansion libérale et euro-atlantique. (voir Balkans infos). Certes, les facteurs endogènes comme la forte autonomisation des minorités nationales et les poussées irrédentistes, le concept de défense territoriale et un système économique autogestionnaire effondré expliquent la chute de la fédération yougoslave (Yves Tomic);

Mais à l'aune des recherches actuelles, on peut plus fortement axer notre réflexion sur les implications extérieures pour expliquer ce lent mais irrémédiable processus de désintégration. Ainsi des paradigmes tels que l'appui des l'Iran et de l'Arabie saoudite aux musulmans de Bosnie ou du Kosovo, l'appui de l'Allemagne à l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie ou bien les intérêts appuyés de la Russie vers la sphère orthodoxe sont des facteurs lourds depuis les années 1990 sur l'espace ex-yougoslave. Mais par-dessus tout l'empire américain, en intervenant directement dès 1994 en Bosnie pour remodeler les frontières (accords de Dayton) ou bien indirectement pour faire passer les routes du gaz (Nabucco) ou du pétrole (AMBO) ont accéléré la descente aux enfers d'un pays qui était en passe à la fin des années 1980 de signer des accords de pré-adhésion à la CEE !!

I- Les années 1968-1988 : Le titisme comme fossoyeur des nations

La Yougoslavie est construite juste après la Seconde guerre mondiale selon le principe d' «austro-marxisme » cher à d'Otto Bauer, qui se traduit par le credo titiste « fraternité-unité (Bratstvo-Jedinstvo) » : Tito et ses idéologues Kardelj et Djilas créent une fédération très lâche de 6 Républiques et deux provinces. Cela devait au sortir de la guerre contenir les nationalismes outranciers (Oustachis croates, Tchétzniks serbes et Balli kombëtar albanais) ; mais au lieu de cela les nationalismes vont être ravivés par une politique de défense des cultures locales (slovaques, hongrois, albanais) et par la possibilité de se séparer inscrite dans la constitution de 1945. En filigrane, il y a aussi le diviser pour mieux régner. Le croate Tito se méfie du poids trop important des Serbes (14 sur 24 millions d'habitants dans la Yougoslavie de 1945) : il coupe la Serbie en trois (Voïvodine et Kosovo-Métochie) afin de

contenter les minorités hongroise et albanaise, alors que la forte minorité serbe de Croatie n'obtient pas d'autonomie.

Après avoir éliminé toute opposition, qu'elle soit stalinienne ou bien ecclésiastique ou monarchiste, en envoyant systématiquement tous ses leaders au camp de rééducation de Goli Otok, Josip Broz peut s'atteler à la tâche difficile mais ô combien empli d'enjeu du yougoslavisme unificateur. Il s'appuie d'abord sur les particularismes religieux, en avalisant la scission du patriarcat orthodoxe de Macédoine de celui de Serbie en 1954 (Gilles Troude). Mais surtout Tito va soutenir les musulmans de tout l'espace yougoslave, en créant pour chaque république une institution bénéficiant des subsides de l'Etat (l'Association Islamique) qui bientôt rentreront en concurrence entre elles (citer mon DEA ou X Pauly). Ces associations mèneront dès les années 1970 leur propre diplomatie vis-à-vis des Etats arabes et construiront plus de mosquées que ne l'avaient fait les Ottomans durant quatre siècles !

Tito veut contrer les mouvements libéraux serbe et croate de 1971 et pour ce faire il s'appuie sur les minorités musulmanes. En 1964 il crée, fait unique au monde, une nation pour une religion : les Bosniaques de religion musulmane deviendront les Musulmans et se déclareront comme tels : c'était aussi reconnaître un courant en Bosnie pour une identité musulmane, le bochnisme, mais qui était jusque là très minoritaire (voir X Bougarel). Les Musulmans vont dans les années 1980 prendre le pouvoir à la tête du parti et dans les instances républicaines en Bosnie, mais aussi en superposant les pouvoirs économiques. Ils vont être au cœur de scandales comme celui d'Agrokomerc, du nom d'un combinat agro-industriel dirigé par un membre du Parti et des instances républicaines à la fois.

Les Albanais de la province serbe du Kosovo-Métochie développent une démographie galopante ; en même temps Tito laisse entrer des Albanais d'Albanie. Suite aux revendications de l'égalité de statut (Kosovo république), Tito pense calmer les extrémistes albanais en leur accordant un statut de très forte autonomie : dans la Constitution de 1974, les Albanais de KosMet obtiennent université, subventions économiques et parlement et ils dirigent un gouvernement qui peut déclarer sa sécession ! Cela ne fera qu'approfondir le fossé entre Serbes qui fuient massivement leur terres et le cœur de leur Etat médiéval, soit par volonté d'ascension sociale soit devant les exactions des extrémistes (M Roux). Les Albanais manifestent de plus en plus massivement pour l'indépendance, soutenus par des mouvements marxistes radicaux : en 1981, il y a même plusieurs morts dans les affrontements entre jeunes diplômés déclassés et la police.

A sa mort en 1980, Tito laisse un pays divisé et exsangue face à la crise économique. Le système d'autogestion tant magnifié par Michel Rocard ne fonctionne plus. Après avoir ouvert les portes de l'émigration dès les années 1970 face à la montée du chômage, Tito n'a pu endiguer la chute de la production. Mais

comme dans l'idéal communiste le chômage n'existe pas, les ouvriers pointent mais restent la journée à jouer aux cartes, alimentant les frustrations et formant une réserve malheureuse d'hommes prêts à se jeter dans les bras du premier leader nationaliste (Arkan, Gotovina, Demaci).

II- Les années 1988-1999 : La décennie fatale, ou Milosevic, Tudjman Izetbegovic le combat des apparatchiks jouant sur une ligne nationaliste

L'arrivée de Slobodan Milošević à la tête de la République de Serbie va accélérer la désintégration de la Yougoslavie. Parvenu à la tête de la ligue communiste de Serbie en 1987, Milošević entame une « révolution bureaucratique », c'est-à-dire un processus de lustration des dirigeants trop unitaristes du parti. La conséquence est l'annulation des statuts particuliers des deux provinces autonomes en 1988 et un changement des cadres dirigeants au Kosovo-Métochie. On se souvient de sa phrase, à l'occasion des six cents ans de la bataille du Champ des Merles ; « Plus jamais on ne battrà des Serbes ». Les autres républiques prennent peur et en janvier 1990, le XIV^e Congrès de la ligue communiste yougoslave abolit le rôle dirigeant du parti et permet la tenue d'élections multipartites. Milosevic s'impose comme seul maître à bord : il est élu premier président de la Serbie post-communiste en 1990.

Les indépendances slovène et croate de juin 1991 précipitent la désintégration de la Yougoslavie. La Serbie de Milosevic souhaite le maintien de la fédération yougoslave, car elle sait que les Serbes, éparpillés sur tout le territoire, ont tout à perdre à demander un Etat serbe. En **Croatie**, des barricades sont érigées par la police locale serbe dès l'été 1991, car la nouvelle constitution croate stipule que les Serbes ne sont plus citoyens, donc n'ont pas le droit de vote. La guerre durera en Croatie jusqu'en août 1995 où, en trois jours, 300 000 Serbes sont définitivement chassés de Croatie. En **Bosnie-Herzégovine**, les Serbes avaient déjà créé des régions autonomes et procédé à des élections dans ces régions, lorsqu'en mars 1992 ils boycottent un référendum sur l'indépendance de la Bosnie, ne voulant pas devenir comme en Croatie une minorité. Le conflit se terminera avec les bombardements des positions serbes de Bosnie par l'OTAN en 1994 et les accords de Dayton : 49 % du territoire revient à la Republika Srpska. Ces accords ont permis le retour à la paix et la reconstruction économique, mais n'ont aucunement à ce jour réglé le problème des réfugiés.

. L'autre question est celle du Kosovo-Métochie. Depuis 1990 , les Albanais du Kosovo-Métochie refusent de participer aux référendums et élections organisées par le gouvernement de Belgrade . Ils choisissent en 1992 Ibrahim Rugova, seul candidat en lice, comme « **Président de la République de Kosova** », autoproclamée par les Albanais de la province. La société s'organise de façon parallèle, avec des écoles et des hôpitaux clandestins. Le « gouvernement » du Kosovo en exil veut l'indépendance, refusée par Belgrade. En 1996 apparaît un mouvement indépendantiste plus radical, l'UCK. Formé de militants maoïstes et soutenu par la diaspora albanaise, il entame la lutte armée dans la vallée de la Drenica à l'été 1998. La police serbe répond, parfois violemment. En janvier 1999, le massacre de Račak fait réagir la communauté internationale. Ce seront les bombardements de l'OTAN au printemps 1999

Du 24 mars au 8 juin se déroule la plus grande opération que l'OTAN est jamais engagée depuis la Seconde guerre mondiale. Après le massacre de Racak et des mouvements de fuite de certains villageois albanais, les dirigeants politiques des 19 nations les plus puissantes décident de passer à l'action. L'OTAN, sans mandat de l'ONU, intervient hors de la zone prévue dans l'article 2 de sa charte. Un bombardement quotidien et massif est entrepris, d'abord contre des objectifs militaires puis très vite contre les civils. On sait maintenant que ce sont les bombardements qui ont provoqué les départs massifs d'Albanais (Diana Johnstone). Plus inquiétant, le mouvement séparatiste albanais, au lieu d'être stoppé, s'est étendu à la Macédoine l'année suivante et à la Serbie méridionale en 2002.

La transition politique et économique commence en l'an 2000. Le pouvoir de Milosevic, exsangue, ne réagit pas à la « révolution » d'octobre 2000. La Serbie-Monténégro est créée en 2003 ; mais face aux divisions croissantes entre les deux Républiques, le Monténégro proclame son indépendance en juin 2006, malgré une courte majorité de voix au référendum organisé.

Le statut du Kosovo

Le Kosovo-Métochie rassemble 1 956 000 habitants sur 10 849 km². Province autonome de la République de Serbie depuis 1945, cette région avait depuis longtemps une Assemblée provinciale et l'usage officiel de deux langues, le serbe et l'albanais. En 1968, les Albanais depuis peu majoritaires en nombre obtiennent le privilège d'arborer le drapeau albanais et même le droit de sécession. En 1990, Slobodan Milosevic réintègre cette province dans le giron de la Serbie et une contre-société est mise en place par les Albanais, avec écoles, gouvernement et présidence élue. En 1998, le mouvement sécessionniste armé de l'UCK apparaît, ce qui entraîne une guerre civile stoppée par les bombardements de l'OTAN au printemps 1999. Depuis les accords de Kumanovo signés en juin 1999, la résolution 1244 de l'ONU fixe le statut de cette région. Le Kosovo-Métochie reste une province autonome à l'intérieur de la Serbie, mais sous administration internationale. La MINUK, ou mission des Nations-Unies pour le Kosovo, administre cette province grâce à des préfets qu'elle a nommés : des hôpitaux à l'éducation en passant par la reconstruction économique, elle impose ses quatre volontés face aux autorités de Belgrade. Son premier haut administrateur, notre cher Bernard Kouchner, a fait preuve d'un zèle impressionnant en faisant main basse sur les mines de Trepča interdites aux Serbes et en instituant une frontière douanière avec... la Serbie ! Plus inquiétante est la situation des minorités. Plus de 200 000 Serbes sont toujours réfugiés dans leur propre pays ou bien vivent dans des enclaves isolées du reste du monde, et près de 1300 personnes –Serbes, Bochniaques, Tziganes ou Turcs- sont à ce jour portées disparues. Les missions et le rôle des 20 000 soldats de la KFOR sont donc à redéfinir.

III - 2000-2013 : La nouvelle Questions d'orient : la Yougoslavie entre empire américain et realpolitik des puissances allemande, russe, arabe

La désintégration de la Yougoslavie est à placer dans le contexte du Nouvel Ordre Mondial dessiné par les Etats-Unis au début des années 1990. On se souvient de la prémonition de Zbigniew Brzezinski qui avait dit dans « Le Grand Echiquier » paru en 1995 que l'Europe était une tête de pont des Etats-Unis. Dans cette configuration, la Yougoslavie représentait un trop gros morceau à manger et il fallait donc la scinder en plusieurs morceaux ; avec leurs alliés européens ou orientaux les Etats Unis n'auront de cesse de précipiter ou d'accompagner les mouvements sécessionnistes.

Les indépendances croates et slovènes de 1991 sont soutenues ouvertement par l'**Allemagne** revancharde ; en fait dès les années 1970, la BND finançait le mouvement national croate. L'enjeu pour l'Allemagne réunifiée après 1990 est de se réimplanter là où la Wehrmacht avait été évincée en 1944 par les partisans de Tito. Livraison d'armes à l'armée croate en formation, mais surtout une action forte au Kosovo : le BND a choisi et « fait » l'ancien mafieux devenu Premier ministre Thaci, et l'armée allemande occupe l'ouest de la Métochie sur les mêmes positions qu'elle l'avait quittée en 1944 !

L'**Iran** a envoyé sous le prétexte d'aide humanitaire des armes à la Croatie ; en Bosnie, des gardes de la révolution avaient été envoyés dès 1992 entraîner la sinistre « 7^e brigade Musulmane ». Durant la guerre en Bosnie-Herzégovine, les Musulmans auront l'appui de l'**Arabie saoudite**, qui commence par octroyer une aide militaire de 35 millions de dollars pendant la guerre de Bosnie, réislamise les sociétés bosniaque ou kosovare à travers des ONG comme « Association islamique mondiale de secours » qui envoie prédicateurs, imams et enseignants d'arabe, ou bien l'Organisation Islamique Active qui grâce à des fonds importants maille le territoire de ces deux Etats de mosquées de style wahhabite en lieu et place des cultures locales. Enfin, la **transversale islamique** a dès 1992 trouvé un terrain de prédilection en Bosnie, avec des associations caritatives comme « Assistance bénie » qui imposent la charia dans des enclaves comme Tuzla, voire même parviennent à créer temporairement à la fin des années 1990 de petits émirats wahhabites sur le sol bosniaque (Bocinja). Le terrorisme islamiste international aura des camps d'entraînement au Sandjak ou au Kosovo, utilisés par les groupes comme « Al Qaida » « El mudzahid » « Ucpmb » ou « Abou bedir sidik ».

Or, dans toutes les régions où les Etats-Unis ont réussi à imposer leur emprise, ce n'est pas un hasard si les **mouvements islamistes** se sont développés. On sait maintenant que la CIA a armé la frange la plus radicale de l'armée bosno-musulmane, ainsi que le mouvement maoïste de l'UCK au Kosovo (Elsasser).

Encore plus grave, les camps d'entraînement des djihadistes installés maintenant depuis plusieurs années en Bosnie et au Kosovo ont servi de bases arrière pour les attentats de Londres et Madrid. Comme en Afghanistan, la politique imprudente de la CIA a mené à un retour de bâton : les islamistes, créés et soutenus par la CIA, se retournent contre l'Occident.

L'Islam sécularisé et datant de l'époque ottomane dans les Balkans, est en train, sous l'action des l'Arabie saoudite notamment, d'être remplacé par un **islamisme importé**, avec force mosquées et *madrasas* wahhabites implantées en Bosnie et au Kosovo. Dans le vide politique créé par les Américains, est en train de se développer une internationale islamiste entre Sarajevo et Istanbul. Le Sandjak, région à l'intersection de la Serbie, du Monténégro et de la Bosnie-Herzégovine, est devenu un enjeu politique pour les communautés islamiques qui s'entredéchirent le contrôle sur tous les musulmans de la région, qu'ils soient bochniaques, albanais ou turcs. Mais devant la pression américaine, le Sandjak est devenu aussi un sanctuaire pour des moudjahiddines venus de Jordanie ou d'Arabie pour développer le djihad. Déjà présents dans le conflit bosniaque avec les brigades internationales djihadistes et au Kosovo, les fondamentalistes tendent à reconstituer une internationale islamiste entre la Bosnie et la Turquie, qui passerait par le Sandjak de Novi-Pazar, le Kosovo, l'Ouest de la Macédoine et le Sud de la Serbie.

Les **Russes** font payer dans les années 1990 aux communistes serbes leurs volonté d'émancipation vis-à-vis de l'URSS et c'est ce vieux contentieux qui explique que malgré plusieurs envois d'émissaires à Moscou, dont le propre frère de Milosevic, alors ministre des affaires étrangères, Elstine ait toujours opposé une fin de non recevoir aux appels à l'aide du soit disant frère serbe. Mais depuis les années Poutine, la Russie s'appuie à nouveaux sur ses affidés orthodoxes, dans une vision stratégique où les Balkans sont positionnés dans un deuxième cercle face à l'empire américain. La Serbie est devenue dans ce dispositif le point d'appui principal, à travers une politique énergétique très active (tronçon principal du gazoduc South stream et rachat de la compagnie pétrolière NIS), un *essor des combinats agricoles* et un appui indéfectible à la non-reconnaissance du Kosovo-Métochie.

Les **Etats-Unis**, en choisissant les musulmans comme point d'appui de leur stratégie yougoslave, ont constamment remodelé le pays selon leurs intérêts politiques, militaires et économiques. Dans les années 1990, l'implication étatsunienne prend son essor grâce à des organisations semi-privées comme le MPRI qui formait les cadres de l'armée bosniaque ou de véritables programmes de formation militaire « Equip and train ». Dès la conférence de Dayton, le Département d'Etat imprime sa

marque en faisant de la diplomatie forcée en Bosnie, pour aboutir à un statut hybride mais qui les arrange: un Etat bicéphale et treize gouvernements donc ingérable encore aujourd'hui, des frontières tracées le long de lignes de crêtes par l'armée des usa, mais qui n'ont toujours pas permis aux réfugiés et déplacés internes de retrouver leurs foyers. Mais peu importe puisque cela ramène la paix et permet au département d'Etat de faire de la Bosnie un laboratoire de nouvel ordre mondial : monnaie convertible en marks, occupation militaire continue depuis 1995, Haut Représentant pouvant destituer tout député ou membre de gouvernements autochtone et geler les avoirs de leaders locaux trop indépendants.

La realpolitik étatsunienne connaît son heure de gloire avec l'affaire du Kosovo. A la création du mouvement UCK marxiste léniniste en 1993, il est classé par le département d'Etat comme mouvement terroriste (voir C.Chiclet). Mais très vite la Secrétaire d'Etat de Clinton Madeleine Albright va voir l'intérêt de pousser à la sécession des Albanais du Kosovo. Lors de la conférence de Rambouillet, elle est bras dessus bras dessous avec un jeune mafieux Hashim Thaci et renverse les négociations en faveur des Albanais : deux semaines plus tard ce seront les bombardements du Kosovo au nom de la justice et des droits de l'homme. On sait maintenant que les pires mensonges ont été montés, comme le faux massacre de Racak (Saillot) et le plan fer à cheval (Harding) comme les chiffres inventés de 10 000 morts (Kouchner). On ne comprenait pas pourquoi les USA et derrière eux les Européens s'entichaient d'un territoire enclavé au fin fond des Balkans, grand comme deux départements et zone la plus pauvre d'Europe.

En fait dès mars 1999, les tracteurs de Halliburton commencent à creuser les fondations de ce qui est la plus grande base US en Europe ; Bondsteel véritable vile fortifiée pouvant abriter 7000 soldats. C'était non seulement les diktats du complexe militaro industriel américain (Dick Cheney) qui commandaient pour écouler les produits us de s'implanter ; depuis il y en a 4 en Roumanie et 2 en Bulgarie. Stratégiquement, au moment où les USA déménagent leur dispositif militaire d'Europe de l'ouest, les Balkans et donc le Kosovo représentent une tête de pont avancé dans le redéploiement visant les théâtres d'opération du Grand Moyen orient. Enfin, le Kosovo est à l'intersection du plus grand nœud énergétique en Europe : Nabucco et Ambo américains, corridors 4,8 et 10 pan européens et plus récemment le South stream russe.

Depuis ont été découvertes des richesses insoupçonnées en lignite, plomb et zircon : on comprend mieux pourquoi les Etats-Unis tiennent le frontière de zecan es doigts sur la gachette de leur latinos, quitte à morceler encore Kosovo-Nord contre le reste du Kosovo.

III- Prospectives : Les Etats-Unis contre l'Europe : un processus d'éclatement continu

Dans un avenir proche, il est fort probable que les micro-Etats mis en place par l'hyper-puissance américaine et ses alliés soient voués à l'éclatement. **La Macédoine** ne semble pas pouvoir, dans l'hypothèse d'une majorité albanaise en 2030 grâce à un fort taux de natalité, résister aux forces centrifuges vers le Kosovo d'une part, et la Bulgarie d'autre part. Etat fragile, miné par les réseaux islamistes et déstabilisé par les revendications incessantes des Albanais, la Macédoine risque d'éclater en plusieurs entités, la partie occidentale albanophone se tournant vers le Kosovo dont elle n'est séparée que par une frontière poreuse, et la partie orientale vers la Bulgarie dont elle a toujours été proche par la langue et la religion.

Plus fragile encore paraît l'existence du nouvel Etat du **Monténégro**, trois fois moins peuplé que la Macédoine, et dans lequel l'ethnie monténégrine était officiellement minoritaire dès sa naissance en 2006. Ce minuscule Etat soutenu par l'Occident va dans l'avenir évoluer vers un statut confédéral. Il y a des risques pour que la minorité albanaise, déçue par le rejet de la Loi sur les Droits des Minorités, se tourne progressivement vers les partis albanais d'opposition encouragés par l'octroi de l'indépendance au Kosovo voisin ; tandis que la minorité bochniaque au Nord serait attirée par la Bosnie-Herzégovine où l'islam a retrouvé toute sa vigueur. Quant à l'importante minorité serbe (32%), elle ne se reconnaît pas dans l'identité monténégrine, et souhaite le soutien de la Serbie limitrophe. Le nouvel Etat, fragile dès sa naissance, pourrait donc voir ses frontières rectifiées pour tenir compte de ses différentes composantes ethniques, et revenir ainsi aux limites de la principauté d'avant 1878.

Création artificielle des accords de Dayton, la république de **Bosnie-Herzégovine**, elle-même divisée en deux entités selon les mêmes accords, vit une existence précaire depuis quatorze ans.. Bien que l'UE tente de faire évoluer ces deux entités vers une unification à marches forcées, la Bosnie-Herzégovine pourrait ne devenir, selon l'expression d'un leader musulman, qu'une « *union molle de deux entités, contraintes de vivre ensemble, et trop différentes pour qu'un Etat digne de ce nom puisse fonctionner* ». En outre, l'entité artificielle croato-musulmane pourrait elle-

même éclater, la minorité croate d'Herzégovine, qui bénéficie déjà du droit de vote en Croatie, n'attendant que l'occasion de rejoindre celle-ci.

A l'inverse, le **Kosovo** nouvellement indépendant depuis 2008, parfait exemple d'un Etat-manqué sous l'aile américaine et dirigé par un régime lié à la mafia, pourrait bénéficier à l'avenir de l'éclatement des Etats récents de Macédoine et du Monténégro. En effet on peut prévoir que les minorités albanophones de l'une et de l'autre rejoignant le Kosovo pour former, par le même processus qui a transformé la province serbe en un Etat autoproclamé, un ensemble albanophone de quelque trois millions d'habitants. Ce « Grand Kosovo » serait plus ou moins lié à l'Albanie proprement dite sous forme de confédération lâche.

La république de **Serbie**, à terme, après avoir été amputée du Kosovo qui était pourtant son berceau, pourrait, si le processus continue, perdre le Sandjak de Novi-Pazar à majorité musulmane, attiré par l'entité musulmane de Bosnie. Au Nord, les tendances centrifuges en Voïvodine pourraient entraîner la mise en place d'une fédération Serbie-Voïvodine, dans laquelle la deuxième entité bénéficierait d'une autonomie interne sur les plans économique et culturel, ne laissant à Belgrade que l'armée et la politique étrangère. La Serbie restreinte (Choumadie), réduite à une population d'à peine six millions d'habitants, reviendrait ainsi aux frontières d'avant les guerres balkaniques (1913). Ainsi serait exaucé – et au-delà – le souhait du jovial général américain Wesley Clark, commandant en chef de l'opération « Force alliée », de « voir l'OTAN faire revenir la Serbie vingt ans en arrière ». De leur côté, les **Hongrois** de Voïvodine, Transylvanie et Slovaquie, ayant bien assimilé la leçon de l'indépendance autoproclamée du Kosovo du 17 février 2008, pourraient demander à Bruxelles la formation de trois Eurorégions trans-frontalières, qui bénéficieraient des investissements massifs de l'Union Européenne (notamment de l'Autriche et de l'Allemagne), et reconstituer ainsi, par un travestissement habile, « la Hongrie de 15 millions d'habitants » promise par son président en 1992.

CONCLUSION L'explosion des trafics de drogue et d'armes, mais aussi la situation économique déplorable du Kosovo servent les intérêts américains. Plus c'est un Etat fragile et instable, plus se renforcent les chances de création d'un Etat-voyou sous contrôle américain au cœur de l'Europe. L'ONU s'est trompée dans ce laboratoire du Kosovo. Elle pensait sincèrement en 1999, en installant la MINUK,

créer une société multiethnique et reconstruire un Etat. Dix ans plus tard, le Kosovo est un *failed state* (Etat-manqué), c'est-à-dire un Etat en faillite économique, sociale, et politique. Le dessein des USA, à travers l'OTAN, est de déstabiliser l'Europe. *En protégeant des responsables politiques ayant un passé corrompu (Croatie) ou liés aux mouvements terroriste (Kosovo) ou aux trafics mafieux (Monténégro), les Etats-Unis créent dans le Balkans un « trou noir » leur permettant d'imposer leur domination à l'encontre de l'Europe.*